



INSTITUT
DIDEROT

Les Carnets des Dialogues du Matin

JULIETTE MORILLOT - ANTOINE BONDAZ

L'avenir de la Corée du Nord

Les Carnets des Dialogues du Matin

JULIETTE MORILLOT - ANTOINE BONDAZ

L'avenir de la Corée du Nord

DÉCEMBRE 2017

Sommaire

Avant-Propos p. 5
Jean-Claude Seys

L'avenir de la Corée du Nord p. 9
Juliette Morillot - Antoine Bondaz

Débat avec la salle p. 27

Les publications
de l'Institut Diderot p. 49

Avant-Propos

La caractéristique la plus notable de notre époque est incontestablement la surabondance de l'information en raison de la multiplication du nombre et de la variété des médias en même temps que la pauvreté de la connaissance ; sans doute la concurrence impose-t-elle d'être les premiers et cette course à la vitesse est incompatible avec l'approfondissement des thèmes abordés.

Le cas de la Corée du Nord illustre ce mode de fonctionnement : les postures militaires et les déclarations martiales des uns et des autres font l'objet de commentaires répétés à satiété.

La Corée du Nord est ainsi couramment représentée comme une dictature aux mains d'un fou prétendant menacer un pays, les États-Unis, cent fois plus puissant qu'elle, mais peu d'efforts sont consentis pour vérifier le fondement de cette affirmation et comprendre les raisons de ce qui paraît alors insensé.

Madame Morillot et Monsieur Bondaz apportent au contraire des éléments de compréhension ; ils ne cherchent pas à rendre les dirigeants de la Corée du Nord sympathiques ; ils confirment s'il en était besoin, qu'il s'agit bien d'une dictature potentiellement dangereuse,

mais ils mettent en évidence les différences entre ce régime et les anciens régimes totalitaires communistes, en premier rang desquelles un nationalisme et une xénophobie exacerbés, partagés non seulement par toute la population de Corée du Nord, mais également par celle de Corée du Sud.

Ce nationalisme est le fruit d'une longue histoire d'invasions : l'indépendance du pays aujourd'hui et demain passe donc avant toute autre considération : elle est recherchée sur le plan militaire par la détention d'une force de dissuasion nucléaire, une politique économique d'autosuffisance, et la recherche de négociations directes avec les États-Unis, en l'absence desquelles toute négociation avec d'autres pays exigerait d'eux des contreparties sans apporter de véritable sécurité.

Depuis la conférence de Mme Morillot et de M. Bondaz, ce dernier point semble avoir été compris du Président Trump qui a accepté le principe d'une entrevue avec le dirigeant Nord-Coréen.

En regard de la puissance économique de la Corée du Nord, dont le PIB, évalué avec beaucoup d'incertitude, serait de l'ordre de grandeur de moins de 40 milliards de dollars, soit 2 pour mille du PIB des États-Unis, ses réalisations technologiques sont surprenantes et déjouent systématiquement les pronostics des experts, qu'il s'agisse du nucléaire, des fusées balistiques, et plus insidieuses, des attaques de cyber hackers sur des sites occidentaux hyper protégés.

Les performances économiques sont encore très faibles, mais s'améliorent régulièrement depuis la grande crise des années 90. Celle-ci fut provoquée par l'explosion du bloc soviétique et l'arrêt des échanges avec l'ex URSS : on a vu des conséquences comparables dans d'autres pays, notamment Cuba.

Depuis, l'économie connaît un certain développement malgré l'embargo qui la pénalise dans l'instant mais renforce les efforts d'autosuffisance : élément intéressant à souligner, ce réveil est notamment dû aux initiatives des femmes ; les petits négoce dans lesquels elles se sont engagées pour faire manger leurs familles, d'abord tolérés puis autorisés par le gouvernement ont permis l'amorçage d'une économie commerciale dont la dynamique pourrait à terme changer bien des choses.

Jean-Claude Seys
Président de l'Institut Diderot

L'avenir de la Corée du Nord

LA CORÉE DU NORD VUE DE L'INTÉRIEUR

Juliette Morillot

L'expression de « royaume ermite » est souvent employée pour qualifier la Corée du Nord. Mais historiquement, elle vaut pour la Corée dans son ensemble. Jusqu'au XVII^e siècle, l'Occident ne connaît rien de ce pays. Pendant des années, celui-ci a fermé ses frontières et même brûlé ses côtes afin que les navires étrangers ignorent la présence de richesses à l'intérieur des terres. En 1653, un bateau néerlandais, le *Sperweer*, échoue sur les côtes coréennes. L'équipage est retenu pour éviter que le bruit de l'existence du royaume ne se répande de par le monde. Un des marins réussira à s'échapper et fera une première description de la péninsule, assez fantaisiste par ailleurs : quand on ne connaît pas un pays, autant dire le plus de bêtises possibles à son sujet, et la presse ne se prive pas de le faire de nos jours concernant la Corée du Nord – ce qui est bien pratique pour tout le monde.

Notre méconnaissance de la Corée du Nord s'inscrit donc dans l'histoire longue de la péninsule coréenne. Pour quelle raison la Corée a-t-elle ainsi voulu s'éloigner du reste du monde ? Tout simplement parce que, pour les Coréens, ce qui est étranger est longtemps resté synonyme d'invasion et d'agression. Les Coréens ont un proverbe qui résume leur histoire : « Quand les baleines se battent, les crevettes trinquent. » Les Coréens ont l'impression de n'avoir jamais été maîtres de leur destin et d'avoir été pris en tenaille entre les deux baleines de la Chine et du Japon. Pour la Chine, la Corée était une tête de proue face à l'empire japonais, et elle en a donc fait un satellite payant tribut. De l'autre côté, le Japon a vu dans la Corée le marchepied de ses ambitions sur le continent.

Toute l'histoire de la Corée se résume ainsi à une série d'invasions. Chaque siècle, le pays a été dévasté par des troupes étrangères : les Liaos, les Jurchets, les Kitaïs, les Mandchous, les Chinois, les Japonais, et même les Français en 1866 sur l'île de Ganghwa.

De cette histoire mouvementée, les Coréens, au nord comme au sud, ont gardé un profond besoin d'indépendance et le besoin de se définir par opposition à l'étranger. Cet héritage est au cœur de l'idéologie officielle de la Corée du Nord, le *juche*. Car il est inexact de dire que la Corée du Nord est le dernier État stalinien de la planète. La Corée a sa propre idéologie, qui la distingue de l'Union soviétique et du marxisme, au point que ces références ont été progressivement supprimées à partir

des années 1980 et surtout de la décennie suivante.

Le *juche* promeut l'indépendance et l'autodétermination. Il repose, plus précisément, sur trois piliers.

Le premier d'entre eux est le *jarip*, l'autosuffisance économique. À l'heure actuelle, cet objectif n'est pas atteint. La Corée du Nord a néanmoins fait d'énormes progrès en matière économique. La Banque centrale de Corée du Sud a donné le chiffre de 3,9 % de croissance pour l'année dernière. L'une des raisons de cette croissance est à chercher dans le développement d'une économie de marché parallèle, que le régime a dans un premier temps toléré puis aujourd'hui encouragé par des réformes. Il faut, pour comprendre ce phénomène, se reporter aux années 1990 et à l'effroyable famine qu'a subie le pays à cette époque, qui s'explique notamment par la disparition de l'aide et des approvisionnements en énergie depuis l'URSS. Effondrement aux conséquences plus terribles encore, en raison de plusieurs catastrophes climatiques (sécheresse, inondations). Par la force des choses, les Coréens du Nord – en l'occurrence, les femmes nord-coréennes, dans la mesure où les maris devaient aller à l'usine même si celles-ci étaient à l'arrêt en raison du manque de carburant – ont dû reprendre en main l'économie, trouver de quoi manger, jusqu'à aller en Chine. Des sortes de marchés intérieurs se sont ainsi créés. Ces femmes ont appris à négocier, à vendre, et même à changer de l'argent. Ce mouvement a finalement abouti à créer les bases d'une sorte d'économie grise que le régime nord-coréen a d'abord tolérée parce qu'elle

constituait une soupape. De cette économie grise est née une forme d'économie de marché qui se développe à l'heure actuelle, comme le montre l'émergence d'une nouvelle classe sociale, les *donju* (littéralement, « les maîtres de l'argent »). L'apparition de ces *donju* a modifié le visage du pays – il suffit, pour s'en rendre compte, de regarder des photos récentes de Pyongyang, avec ces nouvelles tours roses et vertes qui donnent l'image d'une ville beaucoup plus moderne. Cette modernité touche aussi aujourd'hui les villes côtières du pays et les provinces peu à peu.

Le *jarip*, l'autosuffisance économique, est donc le premier pilier du *juche*. Il est au cœur du programme de Kim Jong-un, le *byongjin*, ou « double poussée », c'est-à-dire le développement nucléaire et le développement de l'économie et du bien-être du peuple.

Les deux autres piliers du *juche* sont le *jaju*, l'indépendance diplomatique, et le *jawi*, la possibilité de se défendre soi-même. La Corée du Nord accorde une grande importance au fait d'avoir ses propres forces de défense. Ceci s'explique évidemment par la guerre de Corée et notamment le fait que les Nord-coréens ont dû faire appel à l'aide chinoise – chose qu'ils passent sous silence quand ils parlent de ce qu'ils nomment la guerre de Libération de la Patrie. L'armée nord-coréenne est pléthorique – elle est, en nombre, la quatrième armée du monde. Ses armes conventionnelles sont relativement archaïques, mais bien entretenues et la Corée du Nord développe comme on le sait de nouveaux systèmes et de

nouvelles armes en vue d'assurer le *jawi*.

Le troisième pilier du *juche*, le *jaju*, désigne, en quelque sorte, la faculté de parler d'égal à égal. C'est la réponse au fait que les Coréens ont l'impression d'avoir toujours été sous la coupe de leurs voisins, de ne pas avoir été maîtres de leur histoire, jusqu'à la coupure actuelle qui est le fruit d'une rivalité entre deux grandes puissances étrangères. Les tensions actuelles se situent plus entre Pékin et Washington qu'entre Pyongyang et Séoul. Le récent dialogue intercoréen proposé par Kim Jong-un lors de son discours du Nouvel an 2018 et la participation de la Corée du Nord aux Jeux Olympiques de Pyeongchang s'inscrit dans cette volonté de la Corée du Nord de régler les tensions en dehors de toute influence américaine. D'où la nécessité, selon Pyongyang, d'être capable de dialoguer directement, d'égal à égal, avec les États-Unis. Ceci explique l'importance que les Nord-coréens attachent au développement de l'arme nucléaire. Le développement de l'économie s'inscrit dans ce cadre : elle est nécessaire pour atteindre cet objectif. Tous les efforts sont ainsi dirigés vers les programmes militaires nucléaires et balistiques.

Quel est alors le pouls à Pyongyang ? Mon dernier voyage date d'il y a environ un mois. Je vais régulièrement en Corée du Nord depuis un certain nombre d'années. Je vois que la Corée du Nord change. Mais il y a une chose qui ne change pas : l'impression très profonde d'être sous menace américaine. Cette impression est, bien évidemment, le fruit de la propagande, mais pas

seulement. Il ne faut pas oublier par exemple que la Corée du Nord, pendant la guerre de Corée, a été littéralement rasée par les États-Unis, qui ont tapissé le pays de bombes au napalm. Tous les Nord-Coréens ont un membre de leur famille qui est mort pendant ce conflit et le régime, bien entendu, fait constamment référence à la guerre de Libération de la Patrie. De plus, 28 000 soldats américains stationnent en Corée du Sud. Il y en a à peu près autant au Japon. Des soldats américains sont aussi présents aux Philippines. Un tiers des troupes américaines à l'étranger se situe dans cette partie du monde. Les manœuvres américano-coréennes miment régulièrement des attaques de la Corée du Nord. Les Nord-Coréens ont ainsi l'impression d'être en état de siège. Les déclarations de Donald Trump affirmant qu'il souhaite détruire la Corée du Nord, la réduire en cendres, offrent ainsi un boulevard aux dirigeants nord-coréens. On m'en a parlé là-bas avec un grand sourire, en me disant que Donald Trump rendait en fait les choses plus faciles. Pour une fois, les médias nord-coréens ont rapporté ces déclarations, parce qu'elles apportent de l'eau au moulin de leurs dirigeants. A Pyongyang on m'a répété qu'on ne voulait pas « terminer comme Kadhafi ou Saddam Hussein ». Il n'est pas question de renoncer à l'arme nucléaire garante de l'indépendance et de la survie du pays. On m'a aussi rappelé les discours du Général de Gaulle et rappelé l'importance de l'arme nucléaire qui, je le répète, est développée dans le cadre de la dissuasion.

Pour conclure, je souhaiterais insister sur l'idée suivante : la Corée du Nord et la Corée du Sud sont la même société avec deux régimes différents. Dans les deux pays, vous avez une société profondément confucéenne ; une société avec la même histoire, le même sentiment de ne jamais avoir été maître de son histoire en raison des velléités expansionnistes de ses voisins ; une société extrêmement structurée, qui porte beaucoup d'attention à l'armée – n'oublions pas que la Corée du Sud a été pendant longtemps, jusqu'à la fin des années 1990, une dictature militaire ; une même société disciplinée, travailleuse, profondément nationaliste. Le Sommet intercoréen du 27 avril 2018 entre Kim Jong-un et le président sud-coréen, Moon Jae-in, était justement placé sous le signe de cette reprise en main commune de la destinée du pays. Tout comme la déclaration de Panmunjom qui prévoit un traité de Paix entre Nord et Sud qui, rappelons-le, sont techniquement en guerre depuis l'armistice de 1953.

Toutes ces racines culturelles et historiques font que le régime nord-coréen s'est très facilement plaqué sur une société déjà quadrillée par le confucianisme, qui valorisait déjà l'obéissance aux aînés, la discipline, le travail, le nationalisme. D'un côté du 38^e parallèle, on fabrique des Samsung ; de l'autre, des armes nucléaires et des missiles balistiques. Dans les deux cas, l'efficacité est la même. Dans les deux cas, le nationalisme est très fort – mais il n'aboutira pas nécessairement à une réunification.

LA QUESTION NUCLÉAIRE ET LA POLITIQUE INTERNATIONALE

Antoine Bondaz

Le 28 novembre dernier, la Corée du Nord lançait un missile balistique intercontinental pouvant théoriquement, pour la première fois, frapper l'ensemble du continent américain. Au-delà de la rhétorique du président américain, qui ne contribue pas, c'est le moins que l'on puisse dire, à un apaisement de la situation, la vraie raison de l'exacerbation des tensions tient à l'évolution de la perception, chez les Américains, de la menace nord-coréenne. Jusqu'à cette année, celle-ci se limitait aux intérêts américains dans la région. Désormais, c'est le territoire même des États-Unis qui est menacé. Au début, dans le Pacifique, avec, notamment, l'île de Guam (Hwasong-12) et maintenant le continent américain lui-même (Hwasong-14/15). Le problème, pour les États-Unis, n'est donc pas tant la nucléarisation de la Corée du Nord, qui, depuis 2006, est de facto une puissance nucléaire, que sa capacité à menacer directement leur territoire.

Du côté de la Corée du Nord, l'arrivée de Kim Jong-un s'est caractérisée par une radicalisation de l'État nord-coréen relativement aux armes nucléaires.

Premièrement, Kim Jong-un a très vite identifié les progrès techniques à accomplir. Ces objectifs ont été clairement énoncés dès 2013 : améliorer la miniaturisation, rendre ces armes plus légères, les diversifier et accroître

leur précision. Ces objectifs ont, selon le régime, été réalisés à travers quatre essais nucléaires (en 2013, deux fois en 2016, et en 2017) en addition des deux essais menés sous son père. La technologie nucléaire nord-coréenne s'est donc considérablement améliorée.

Deuxièmement, on note une institutionnalisation de ces armes nucléaires. En avril 2012, sous Kim Jong-un, la Constitution nord-coréenne a été modifiée afin d'intégrer le statut de la Corée du Nord comme « État doté d'armes nucléaires ». En mars 2013, le gouvernement nord-coréen a présenté sa nouvelle stratégie, dite de ligne *byungjin* ou « double poussée », qui vise le développement simultané des capacités nucléaires et des capacités économiques du pays.

Troisièmement, l'amélioration des capacités balistiques du pays a fait l'objet d'efforts considérables depuis quelques années. Kim Jong-un a ordonné, cette année seulement, plus d'une vingtaine d'essais balistiques quand son père, Kim Jong-il, n'en avait réalisé que seize entre 1994 et 2011. Depuis son arrivée au pouvoir, fin 2011, ce sont plus de 80 essais balistiques qui ont été réalisés. Cette augmentation quantitative des essais balistiques s'est accompagnée d'une diversification des vecteurs. La distance a été allongée, avec le Hwasong-12, à portée intermédiaire, et les missiles intercontinentaux Hwasong-14 et 15. Il y a également eu des tests pour des missiles mer-sol ou encore des missiles à propergol solide. Enfin, les zones de lancement se sont multipliées. De deux, sous Kim Jong-il, elles sont maintenant une

quinzaine, avec pour objectif également de former les unités balistiques nord-coréennes au combat et plus seulement de réaliser des essais techniques : des tirs de nuit sont réalisés, ainsi que des lancements multiples. L'objectif est clair : rendre les capacités nucléaires du régime opérationnelles le plus rapidement possible afin de crédibiliser sa dissuasion nucléaire, renforcer son pouvoir de négociation vis-à-vis des États-Unis et surtout accroître la légitimité de Kim Jong-un et de son régime

Comment analyser les motivations de la Corée du Nord dans le développement de ce double programme nucléaire et balistique ? Elles sont essentiellement de deux ordres, avec dans les deux cas la survie du régime comme enjeu.

La première, est d'avoir une capacité de dissuasion protégeant le régime de toute intervention extérieure. Les armes nucléaires contribuent à atténuer la paranoïa du régime nord-coréen de ce qui est perçu, depuis des décennies, comme la « politique hostile » et les « menaces nucléaires » des États-Unis. Il ne faut cependant pas confondre le cas de la Corée du Nord avec celui de l'Irak ou de la Libye qui, comme on le dit souvent dans les médias, aurait fait l'objet d'une intervention étrangère après avoir abandonné le développement d'armes nucléaires ou de destruction massive. Car la Corée du Nord dispose, depuis plus de soixante ans, d'une capacité de dissuasion conventionnelle vis-à-vis des États-Unis et, surtout, de ses alliés. La grande

différence entre l'Irak et la Corée du Nord, c'est que celle-ci tient en otage la capitale de son voisin sud-coréen. La mégalopole de Séoul, 25 millions d'habitants, est à portée de tir de l'artillerie conventionnelle et des capacités chimiques ou bactériologiques de la Corée du Nord. Donc le développement du programme nucléaire ne dote pas la Corée du Nord d'une force de dissuasion. Elle ne fait que la renforcer. Si les États-Unis ne sont pas intervenus dans la péninsule en 1994 au cours de la première crise nucléaire, c'est en partie car une intervention militaire, même plus de 12 ans avant le premier essai nucléaire nord-coréen, aurait eu un coût humain, politique et économique considérable.

La dimension interne, encore plus importante, concerne la sécurité du régime face aux menaces internes. Cet aspect politique, qui est beaucoup moins étudié, mais qui est à mes yeux encore plus important, non seulement pour comprendre les motivations nord-coréennes, mais également dans le cadre des négociations avec la Corée du Nord afin de parvenir, in fine, à dénucléariser le régime. Les armes nucléaires sont des armes politiques qui, de manière multifactorielle, renforcent la légitimité de Kim Jong-un et de son régime. Rappelons que le jeune dirigeant Kim Jong-un est arrivé au pouvoir alors qu'il avait 28 ans, que la population nord-coréenne ne le connaissait pas, puisqu'il n'a été présenté officiellement qu'en septembre 2010 et qu'il est arrivé au pouvoir en décembre 2011, et suite à un processus de succession express de trois ans.

Quel est l'intérêt, en interne, de ce programme nucléaire et balistique ?

Premièrement, il permet de consolider le système héréditaire en Corée du Nord, puisque les armes nucléaires sont présentées officiellement par la propagande nord-coréenne comme l'héritage révolutionnaire que Kim Jong-il a transmis à son fils Kim Jong-un. Deuxièmement, il permet d'accroître l'autorité de Kim Jong-un qui peut se présenter comme le protecteur de la nation coréenne, un objectif que son père et son grand-père avaient tenté de réaliser. Troisièmement, les armes nucléaires permettent de légitimer les sacrifices de la population et c'est en réalité l'un des rares succès du régime nord-coréen ces dernières années. Quatrièmement, celles-ci permettent de renforcer la cohésion nationale et le patriotisme. On l'a vu notamment à travers les grandes manifestations du 1^{er} décembre dernier, sur la place Kim Il-song. L'objectif est de présenter la Corée du Nord comme une grande puissance, y compris technologique et scientifique, malgré les sanctions internationales et malgré les pressions. Ces armes nucléaires s'intègrent parfaitement au *juche*, l'idéologie nationaliste du régime qui met en avant l'autonomie de la nation coréenne après des siècles d'influence puis des décennies d'occupation étrangères.

Le problème, alors, est que les armes nucléaires nord-coréennes ne sont plus simplement détenues par le régime. Elles font désormais pleinement partie de son identité. Pour le régime nord-coréen, pour Kim Jong-un, revenir à court terme sur l'acquisition et la possession

d'armes nucléaires voudrait dire remettre en cause les politiques mises en place par son grand-père et son père, ainsi que la rationalité de sa propre politique. Il y aurait un risque d'affaiblissement du régime. Cela complique grandement la résolution de la crise nucléaire, puisque ce n'est donc pas uniquement des garanties de sécurité qu'il faut apporter à la Corée du Nord, mais aussi, en quelque sorte, des garanties de légitimité politique.

La communauté internationale a très clairement échoué dans son objectif d'empêcher la Corée du Nord de se nucléariser. La Corée du Nord est une puissance nucléaire depuis 2006 qui cherche désormais à crédibiliser ses capacités.

Dans ce cadre, les sanctions sont indispensables. La Corée du Nord s'est retirée du Traité de non-prolifération et n'a pas respecté ses engagements, bilatéraux comme le *Agreed framework* de 1994 avec les États-Unis, ou multilatéraux comme l'accord dans le cadre des Pourparlers à Six du 19 septembre 2005. La Corée du Nord viole également les résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Il en va donc de la crédibilité même des institutions internationales.

Cependant, les sanctions, quoiqu'indispensables, ne sont pas suffisantes. Premièrement, dans les rapports annuels de l'ONU, notamment ceux du Panel 1718, qui est le panel des experts de l'ONU en charge de vérifier leur mise en œuvre, il est très clairement démontré que la Corée du Nord les contourne et qu'elle continue à mener

des activités illicites. Deuxièmement, ces sanctions n'ont pas encore modifié les calculs nord-coréens. La Corée du Nord continue de considérer que les bénéfices militaires et politiques de son programme nucléaire et balistique dépassent encore largement le coût économique et l'isolement diplomatique qu'entraînent les sanctions. Troisièmement, de nombreux pays ne mettent pas en œuvre de façon stricte, par manque de volonté politique ou de capacités techniques, ces sanctions internationales.

Quelles seraient les solutions ? On parle beaucoup des solutions militaires, surtout à la suite des déclarations enflammées de Donald Trump. Il s'agirait notamment de frappes préventives qui est un scénario pour l'instant minoritaire, heureusement, mais qui est défendu par une poignée d'experts et de responsables politiques. Ce scénario est dangereux et sa réussite incertaine. Premièrement, ces frappes militaires ne garantiraient en rien la neutralisation de l'ensemble des capacités nucléaires et balistiques nord-coréennes. Comme je l'ai dit, la Corée du Nord a multiplié ses zones de lancement. Elle développe des missiles mobiles. Une grande partie de ses installations militaires est profondément enfouie, depuis la fin des années 1950 et la reconstruction qui a suivi la guerre de Corée. Les Nord-coréens ont en effet été très marqués par les campagnes de bombardements aériens des États-Unis qui ont ravagé le pays. Deuxièmement, des frappes sur la Corée du Nord seraient très certainement suivies de représailles militaires nord-coréennes. Séoul est à 50-60 km de la frontière, elle est à portée de tir de l'artillerie

conventionnelle, biologique et chimique de la Corée du Nord. Évacuer ses 25 millions d'habitants est impossible. Et ces représailles n'affecteraient pas que des Coréens. Je rappelle que Séoul est une ville cosmopolite : y vivent entre 2 000 et 3 000 Français, des dizaines de milliers de Japonais, et d'Américains et des centaines de milliers de Chinois. Troisièmement, la Corée du Nord pourrait très certainement utiliser des armes nucléaires, parce que si des questions se posent sur sa capacité à projeter sa force nucléaire sur le continent américain, il est beaucoup plus facile pour la Corée du Nord de s'en servir contre Séoul ou encore Tokyo. Les Coréens du Sud et les Japonais acceptent d'ailleurs difficilement que les Américains se réveillent seulement maintenant qu'ils sont menacés directement, alors que les capitales sud-coréenne et japonaise le sont déjà depuis plusieurs années. Enfin, des frappes auraient des conséquences économiques et un impact sur les marchés financiers considérables. Ces frappes aboutiraient à un nouveau conflit dans une région qui est le cœur de l'économie mondiale.

La menace de frappes peut certes avoir un aspect dissuasif. Elle peut empêcher la Corée du Nord de lancer une grande offensive sur son voisin comme c'est le cas depuis 1953. En revanche, il est difficile de croire que cette menace soit efficace pour contraindre la Corée du Nord. Les menaces d'intervention militaires ne peuvent pas convaincre la Corée du Nord d'arrêter de réaliser des essais nucléaires et balistiques, elles les légitiment.

Pour le dire simplement et même si certains continuent d'en douter : personne ne peut croire que la Corée du Nord se dénucléarise à court terme. Il faut apprendre à vivre avec sans pour autant l'accepter, i.e. mettre en œuvre une stratégie de dénucléarisation puisque cela doit rester l'objectif de la communauté internationale.

À court terme, le plus probable, même s'il est politiquement difficile de le dire, est que ce qui sera négocié sera un gel quantitatif et qualitatif du programme nucléaire et balistique nord-coréen. Cela signifie-t-il la reconnaissance de la Corée du Nord comme puissance nucléaire ? Non, parce qu'un accord a été signé en 2012 entre les États-Unis et la Corée du Nord qui visait justement à réaliser ce gel. Étant donné ce précédent, on ne peut pas dire que négocier avec la Corée du Nord un gel reviendrait à reconnaître son statut de puissance nucléaire. La reconnaître comme puissance nucléaire se traduirait tout simplement par une levée totale des sanctions. Ce n'est pas et ça ne sera pas à l'ordre du jour.

Un gel des activités nord-coréennes aurait ainsi pour avantage de déjà freiner le développement par la Corée du Nord d'une force de frappe intercontinentale.

Cet objectif est, à mes yeux, atteignable. La Corée du Nord a annoncé le 29 novembre 2017, à la suite de l'essai de la veille, qu'elle « avait complété sa force nucléaire ». Kim Jong-un s'était engagé en septembre à atteindre cet objectif. Cet essai intercontinental est donc pour lui non seulement une réussite technologique, mais

surtout un succès politique. Il faut donc différencier cette dimension technique, non la Corée du Nord n'a pas complété son arsenal nucléaire, à la dimension politique, oui le dirigeant a atteint son objectif. Il a pris un engagement qu'il a tenu, ce qui renforce sa légitimité en interne. La Corée du Nord pourrait donc accepter de négocier un gel des essais, sans donner l'impression de faire des concessions politiques, tout en apparaissant encore en position de force. Mais les États-Unis peuvent également négocier en position de force, puisqu'ils ont le soutien de la communauté internationale et qu'il y a une stratégie de pression maximale qui est mise en œuvre contre la Corée du Nord, visant à travers des sanctions économiques et financières, un isolement diplomatique et des pressions militaires, à forcer la Corée du Nord à revenir à la table des négociations.

Quel peut être alors le rôle l'Union européenne ? Premièrement, celle-ci a le devoir d'appliquer de façon extrêmement stricte les sanctions internationales qui ont été votées contre la Corée du Nord, de lutter contre les activités illicites de ce pays qui perdurent, mais également, et c'est ce qu'elle a commencé à faire il y a quelques mois, de pousser nos partenaires en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient à mettre également en œuvre ces sanctions. Deuxièmement, l'Union européenne doit promouvoir un dialogue entre la Corée du Nord et les autres acteurs – au premier chef, les États-Unis. Une stratégie de pression maximale ne sert à rien s'il n'y a pas simultanément de dialogue. Certes, il sera très difficile à l'Union européenne de jouer le rôle de médiateur. Elle

peut, en revanche, jouer le rôle de facilitateur. Certains pays européens commencent, de façon officieuse, à le faire. L'objectif n'est pas de négocier à la place des États-Unis, ou à la place de la Corée du Nord, mais de faciliter les échanges entre la Corée du Nord et les États-Unis. Enfin, l'Union européenne devrait agir en vue d'une solution diplomatique à la situation dans la péninsule coréenne. Il pourrait s'agir de participer et d'aider à la signature d'un traité de paix – rappelons que les deux pays n'ont signé qu'un armistice en 1953 et ne sont officiellement pas en paix. Un tel traité ne saurait être signé sans dénucléarisation. Celle-ci pourrait toutefois être un objectif conjoint dans une approche graduelle. C'est-à-dire que cette dénucléarisation se ferait en échange, et dans le cadre, d'une normalisation des relations avec la Corée du Nord et de la signature à terme d'un traité de paix.



Débat avec la salle

Louis Schweitzer : La conclusion que l'on tire de vos exposés est que le mieux que nous puissions espérer, c'est le statu quo pour plusieurs années. On ne voit pas pourquoi le régime plierait ou irait vers une démilitarisation et on espère que les États-Unis et la communauté internationale se borneront à des menaces ou à des sanctions économiques. Peut-on imaginer qu'une politique de la Corée du Sud tournée vers la société civile, vers le développement économique – autrement dit, un retour vers la sunshine policy d'il y a quelques années – serait de nature à faire évoluer le régime ? Si l'on regarde l'Iran, deux facteurs ont joué : des sanctions, certes, mais aussi une pression de la population qui avait envie de bénéficier des progrès économiques et d'entretenir des relations internationales. Est-ce que l'apparition d'une telle envie au sein de la Corée du Nord est un objectif raisonnable ?

Juliette Morillot : La population coréenne n'a malheureusement pas voix au chapitre, elle ne peut pas s'auto-déterminer et toutes ses réactions reposent sur la propagande. Officiellement, la Corée du Nord voudrait une fédération. Ce système, déjà suggéré par Kim Il-sung il y a longtemps, a été avancé aussi lors du sommet intercoréen de l'an 2000 entre Kim Dae-jung et Kim Jong-il, qui a représenté l'apogée de la sunshine policy.

L'idée serait d'avoir une fédération, avec une péninsule et deux régimes. Ce n'est évidemment pas viable. Quand on le leur demande, les Coréens du Nord disent que les voyages, les relations économiques entre les deux pays seraient, bien entendu, possibles. Mais étant donné la différence de niveau de vie, cela finirait par s'effondrer. Les Coréens du Nord disent qu'ils se plieront à la volonté du peuple, que chacun s'autodéterminera, mais c'est difficile à croire.

Du côté de la Corée du Sud, l'actuel Président, Moon Jae-in, élu après la destitution, l'an dernier, de Park Geun-hye, qui était partisane d'une ligne dure à l'égard de Pyongyang, est plutôt partisan de la main tendue à l'égard du voisin nord-coréen. Mais il est considéré comme faible et il ne peut pas faire grand-chose. Il ne faut pas oublier non plus qu'en cas de conflit sur la péninsule, ce sont les États-Unis qui y assurent le contrôle opérationnel en temps de guerre.

Officiellement, en tout cas, la Corée du Nord est favorable à une reprise du dialogue avec Séoul. Je rebondis sur ce que disait Antoine Bondaz concernant le fait que la Corée du Nord possède déjà depuis longtemps une force de dissuasion contre ses voisins : les tensions, actuellement, sont moins entre Pyongyang et Séoul qu'entre Pyongyang et Washington. La Corée du Nord souhaiterait discuter directement, seule à seule, avec son voisin, mais elle ne peut pas le faire, d'après ses termes, en raison de Washington qui ne voit pas d'un œil favorable des discussions directes.

Antoine Bondaz : Un gel ne serait pas un statu quo. En effet, la menace nord-coréenne progresse de manière ininterrompue depuis plusieurs années. Un gel permettrait donc au moins dans un premier temps de contenir cette menace, afin de la réduire dans un second temps.

En ce qui concerne un renouveau de la *sunshine policy*, ce n'est pas à l'ordre du jour pour le gouvernement coréen. La situation est extrêmement différente de celle de la fin des années 1990. La perception qu'ont les Coréens du Sud de la menace nord-coréenne s'est considérablement aggravée. La population n'est pas en faveur d'un engagement économique inconditionné en direction de la Corée du Nord, qui de surcroît contreviendrait au droit international, notamment parce que les dernières résolutions empêchent tout investissement financier en Corée du Nord. Enfin, la Corée du Nord refuse et refusera de dialoguer avec la Corée du Sud de la question nucléaire dont elle estime que le gouvernement, tout en parlant de dialogue, ne fait qu'appliquer les sanctions de l'ONU et la politique américaine.

Le président Moon Jae-in a fait un grand discours à Berlin en juillet dernier, dont l'objectif était d'améliorer la confiance entre les deux pays, avec un plan très concret : la réunion de familles séparées qui aurait dû avoir lieu de 4 octobre dernier, la participation d'une délégation coréenne dans le cadre des Jeux olympiques de Pyeongchang avec l'organisation d'une sorte de sommet et, enfin, l'organisation en juillet 2018 de discussions militaires entre les deux Corées. Il cherche non pas à

déconnecter la question nucléaire de la question intercoréenne mais à ne plus conditionner la seconde à la première.

La Corée du Nord refuse pour l'instant. Et elle l'a fait historiquement à plusieurs reprises. Sa politique est, jusqu'à nouvel ordre : « fermer la porte aux Sud-coréens, l'ouvrir aux États-Unis » - *tongmi bangnam*. Aujourd'hui, la Corée du Nord n'a qu'un seul objectif, négocier directement avec les États-Unis la question nucléaire, et elle refuse de discuter avec la Corée du Sud au plus grand désarroi bien évidemment des diplomates sud-coréens. Cela pourrait changer concernant les relations intercoréennes.

Juliette Morillot : La dernière grande crise a été résolue par un accord en 1994, du temps de Bill Clinton. La Corée du Nord, comme l'a dit Antoine Bondaz, a été accusée de ne pas avoir respecté cet accord. Cette question explique en grande partie la méfiance actuelle de Pyongyang relativement aux États-Unis.

Du point de vue de Pyongyang, ce sont les États-Unis qui n'ont pas respecté leurs promesses. Ceux-ci devaient, par exemple, construire deux réacteurs à eau légère. Or ce projet a été retardé, de même que les livraisons de fioul. De 1994 à 2002, la Corée du Nord a respecté la lettre de l'accord, elle a arrêté son programme nucléaire en cours, même si, en réalité, il s'agit d'un jeu de dupes, puisque l'accord portait sur la filière du plutonium et que l'on a découvert par la

suite que la Corée du Nord développait en parallèle une filière à l'uranium. Il ne s'agit pas de donner raison à la Corée du Nord, mais le fait est que la méfiance actuelle de Pyongyang, et c'est rabâché systématiquement, tient aussi à la façon dont les Américains ont manqué à leurs promesses concernant ces réacteurs à eau légère.

Antoine Bondaz : Un des grands problèmes est que les responsables américains et sud-coréens ont pendant des années surestimé les probabilités d'effondrement du régime. Lorsque l'accord de 1994 a été signé, une partie des négociateurs américains était persuadée que la Corée du Nord allait s'effondrer. C'était aussi le cas au début des années 2000. De même, en 2012, quelques mois après la mort de Kim Jong-il – j'habitais à Séoul à l'époque, et menais des recherches sous la direction du conseiller du président Lee Myung-bak pour la Corée du Nord, qui me disait très clairement que Kim Jong-un serait incapable de tenir son pays et que le régime allait s'effondrer. Dans la même ligne, Barack Obama, lors d'une interview pendant sa dernière visite à Séoul, en 2015, a affirmé qu'avec la révolution de l'information le régime ne pouvait pas durer. Vous avez là, je crois, une erreur d'analyse fondamentale, notamment aux États-Unis, sur la résilience du régime. Le régime nord-coréen est capable de s'adapter. Du lest a ainsi été lâché en matière économique, on n'est plus du tout sur la ligne officielle du régime, parce que celui-ci s'adapte pour survivre.

Albert Kalaydjian : *Ma question porte sur la structure idéologique du régime. Y'a-t-il actuellement au sein du Parti du travail nord-coréen une réflexion idéologique sur l'avenir du marxisme, et envisage-t-on une éventuelle collaboration avec des forces « démocratiques », autrement dit de gauche, socialisantes, en Corée du Sud ?*

Juliette Morillot : Toute forme de collaboration avec un parti de gauche en Corée du Sud est exclue. Je rappelle que la Corée du Nord ne se considère pas comme marxiste. Elle a toujours insisté sur les différences entre le marxisme et le *juche* et, depuis les années 1990, les références à l'Union soviétique, au marxisme et au communisme ont été supprimées. Je crois que ces liens que nous voulons faire avec une idéologie ou des pays que nous connaissons mieux – le marxisme, les pays du bloc soviétique, la Chine – sont contre-productifs. Ils ne permettent pas de saisir la vraie nature de l'idéologie nord-coréenne.

Denis Gautier-Sauvagnac : *Vous avez évoqué la révolution de l'information – est-il possible qu'il se passe à un moment ou à un autre en Corée du Nord ce qui s'est produit en Europe de l'Est, notamment en RDA ? Je ne sais pas dans quelle mesure la Corée du Nord est coupée des télévisions occidentales, mais dans les pays de l'Est, le fait de voir le mode de vie des pays de l'Ouest a joué sur les populations. La population nord-coréenne est-elle tellement soumise à la propagande qu'il n'y a rien à attendre pour encore des décennies ou bien pensez-vous qu'à un moment le couvercle commencera à se*

soulever sous la pression de la population ?

Antoine Bondaz : Plusieurs choses limitent les effets de la révolution de l'information en Corée du Nord.

Premièrement, bien évidemment, le contrôle très étroit des structures sociales par le régime nord-coréen. Deuxièmement, les Coréens du Nord savent déjà que la vie peut être meilleure en Corée du Sud ou en Chine. Car l'accès à l'information n'est pas nouveau : celle-ci passait avant par les livres, puis par les VHS ou les CD, et elle se transmet maintenant grâce à des clefs USB. Il n'y a pas vraiment de révolution en tant que telle. Troisièmement, la population nord-coréenne a connu une époque meilleure, plus faste. Kim Jong-un s'appuie justement là-dessus pour sa communication. Kim Il-sung est vu comme le dirigeant de la belle époque, tandis que Kim Jong-il a été le dirigeant de la crise. Par conséquent, dans sa communication politique, Kim Jong-un fait le lien uniquement avec son père, jusque dans son style, son image, sa façon de s'habiller. Enfin, dernier point, la Corée du Nord n'est précisément pas identique aux pays de l'Est. L'élite nord-coréenne, notamment, sait qu'elle n'a aucun avenir en cas d'effondrement du régime, dans une Corée réunifiée. Ce sont les élites sud-coréennes qui domineraient cette nouvelle Corée. Les *donju* soutiennent ainsi le régime, car ils savent qu'ils disparaîtraient dans une Corée réunifiée.

Juliette Morillot : Que savent les Nord-coréens du reste du monde ? Comme le disait Antoine Bondaz, il y

a des clefs USB qui circulent, et même maintenant des cartes micro SD qui leur permettent en fin de compte de savoir ce qui se passe à l'extérieur.

Les défections vers la Corée du Sud ne se font cependant pas vraiment pour des raisons politiques. Pendant la grande famine, par exemple, il s'agissait de trouver à manger, pas de rejoindre la démocratie. Les Nord-coréens ne savent pas ce que signifie ce terme ailleurs. J'ai croisé en Corée du Sud une Nord-coréenne qui me disait que quand elle est arrivée, elle était très surprise parce qu'elle pensait que c'était son pays qui était démocratique puisqu'il s'appelle République populaire démocratique de Corée. Les défections se produisent avant tout pour d'autres raisons : chercher de la nourriture ou aller retrouver des membres de sa famille. Tout le monde, en Corée du Nord, a plus ou moins dans sa famille, dans ses amis ou son entourage quelqu'un qui a fait défection à l'étranger. Car si la frontière au 38^e parallèle est hermétique, il est plus facile de franchir au nord le Yalou et le Tumen, qui séparent la Corée du Nord de la Mandchourie, où il existe des liens forts entre la communauté ethnique coréenne vivant dans la préfecture autonome de Yanbian et les Coréens du Nord de l'autre côté de la frontière.

Indépendamment des défections, beaucoup de Coréens font des aller-retours en Chine et voyagent. J'étais récemment au Cambodge, et dans les bus touristiques, quand on se présente, si vous dites que vous êtes Coréen, on demande si vous venez du Nord ou du

Sud, ce qui est un signe que les Coréens du Nord voyagent aussi. Toutefois il ne s'agit pas de simples touristes mais d'entrepreneurs, d'hommes d'affaires...

Or tous ces Nord-coréens qui reviennent de l'étranger rapportent des informations. L'apparition des panneaux solaires rend aussi celle-ci plus facilement accessible. L'électricité a toujours été un véritable problème en Corée du Nord, mais désormais, avec les panneaux solaires importés de Chine, voire maintenant produits sur place, celle-ci pénètre jusque dans les campagnes. Il y a donc de l'électricité et la possibilité d'utiliser des portables quand vous êtes près de la frontière, pour peu que vous preniez le risque de les débrider et de communiquer avec l'autre côté.

Ces panneaux solaires coûtent l'équivalent de 20 dollars. Les familles peuvent les acquérir avec leur *saenghwal bi*, leurs « frais de vie ». En effet, s'il n'y a pas de salaire en Corée du Nord, tout étant fourni par l'État, ceux-ci disposent d'une petite somme, entre 45 et 75 dollars par mois, pour les dépenses supplémentaires jugées non essentielles. Après quelques mois d'épargne, il est donc possible de se procurer un de ces panneaux qu'on voit maintenant jusque dans les campagnes les plus reculées.

Ces possibilités d'accéder un peu moins difficilement à l'information ne doivent cependant pas faire illusion. La propagande tient la population. Ça va plus loin que les informations officielles et les affiches à la gloire du régime, ou même que l'école. Cette propagande

commence au sein même de la famille. On s'est demandé au moment des funérailles de Kim Jong-il si les larmes des Nord-coréens étaient sincères. Elles l'étaient : quand vos parents, vos grands-parents, vos oncles, vos tantes, vos frères et sœurs, vos amis, bref, tout votre entourage sans exception véhicule la même vision du monde, il peut difficilement en être autrement. Il n'y a pas de jeu pour la dissidence. C'est une autre différence avec les pays de l'Est. Les Nord-coréens aiment leur dirigeant, et Kim Jong-un, en particulier, est très aimé, parce que depuis son arrivée au pouvoir, fin 2011, contrairement au règne de son père, Kim Jong-il, qui avait dû gérer la famine et la fin du bloc de l'Est, les Nord-coréens voient leur vie quotidienne changer. Les magasins sont bien remplis, il y a des vêtements, cinq chaînes de télévision, les infrastructures de loisir se développent, on peut voir des films étrangers – choisis, bien entendu, par exemple *Titanic* avec quelques scènes en moins. Pour l'instant, Kim Jong-un profite d'une sorte d'état de grâce – mais de toute façon, toute dissidence est impossible, tout simplement parce qu'elle est tuée dans l'œuf : en cas de défection, de problème idéologique, tout votre environnement en subira les conséquences. Tout le monde surveille donc le voisin, car s'il y a un problème tout le monde peut être envoyé en camp.

Pierre Papon : *Ma question porte sur les compétences scientifiques et techniques de la Corée du Nord. Mettre au point une arme nucléaire, au plutonium ou à l'uranium, ou des missiles balistiques, demande tout de même de sérieuses compétences en physique nucléaire,*

en électronique et en aérodynamique. Donc que sait-on sur les compétences scientifiques de la Corée du Nord, dans les universités ou les laboratoires militaires et civils ? Les échanges scientifiques avec les Occidentaux étant faibles, les Nord-coréens ont-ils profité d'une aide de la Chine, voire du Pakistan ? Dans le cas de l'Iran, nous savions ce qu'il se passait, que leur niveau scientifique progressait fortement, parce qu'il y a toujours eu des échanges scientifiques avec ce pays. Pour l'anecdote, le négociateur américain pour l'Accord de Vienne sur le nucléaire iranien et son homologue iranien se connaissaient très bien, puisqu'ils étaient tous les deux des anciens du MIT qui avaient gardé contact. Mais qu'en est-il concernant la Corée du Nord ?

Antoine Bondaz : Sur le plan nucléaire, il y a eu prolifération depuis le Pakistan, avec le réseau Khan à la fin des années 1990. C'est une chose avérée et bien documentée. Sur le plan balistique, il y a eu une prolifération depuis l'Égypte, dans les années 1970 : des Scuds ont été achetés à l'URSS par l'Égypte, qui les a revendus à la Corée du Nord.

Ce qui est difficile à expliquer, c'est l'accélération du programme nucléaire et balistique ces dernières années. Il y a une filière technologique en Corée du Nord depuis les années 1950. Sans que l'on puisse parler de coopération d'un État tiers, des chercheurs nord-coréens ont pu se former à l'étranger, en Union soviétique puis en Russie, et surtout en Chine. Jusqu'à l'année dernière, des étudiants nord-coréens pouvaient

ainsi étudier la physique dans les grandes universités chinoises – mais depuis quelques mois, en raison des sanctions, ce n'est plus le cas. Les Nord-coréens ont aussi accès à énormément d'informations sur internet, aux publications scientifiques. À cela s'ajoutent une détermination totale et très certainement des tentatives pour obtenir des informations classifiées.

La question demeure : comment les Nord-coréens sont-ils arrivés en quelques mois à passer au Hwasong-14 et au Hwasong-15 ? À développer ces filières et ces chaînes de production ? Je n'ai pas d'information particulière à ce sujet, mais s'il y a eu prolifération, celle-ci ne date pas d'il y a seulement deux ou trois ans, parce qu'il faut plus de temps pour créer des chaînes de montage, des vraies filières de production de missiles balistiques. S'il y a eu prolifération, voulue ou non par un État tiers, celle-ci a pu avoir lieu dans les années 2000, à une époque où les sanctions et les contrôles sur ce qui entraît ou sortait étaient beaucoup plus faibles.

Juliette Morillot : Je voudrais rebondir sur le cas des étudiants nord-coréens qui ne peuvent plus aller étudier la physique en Chine. Le problème, c'est que la Corée du Nord trouve les moyens de contourner les sanctions. J'ai mentionné tout à l'heure la province autonome de Yanbian, au nord-est de la Chine où vit une très importante communauté ethnique coréenne. De l'autre côté de la frontière, vous avez des Coréens chinois : des Coréens ethniques qui peuvent vivre en Corée du Nord, mais qui techniquement n'ont pas de papiers nord-

coréens, puisqu'ils sont de nationalité chinoise. Mais ils ont en revanche une sorte de laissez-passer permanent avec la Chine. Ils échappent donc très facilement aux sanctions, puisque, même s'ils font leur vie en Corée du Nord, ils sont techniquement chinois et ont donc, par exemple, le droit d'étudier en Chine.

D'autres techniques existent pour contourner les sanctions : changer le nom des navires, ou faire appel à des pays tiers. On oublie en effet que la Corée du Nord n'a pas de contacts uniquement avec la Chine : elle commerce également avec l'Afrique ou des pays d'Asie du Sud-est.

Concernant les essais, il y aussi eu trois changements sous Kim Jong-un.

Le premier est qu'on autorise maintenant tous les essais – pas seulement les essais réussis. L'idée d'apprendre par l'erreur n'est plus sanctionnée. Le second est que Kim Jong-un a aussi réussi à mettre en place une émulation entre différentes universités ou centres de recherche, avec pour récompense non seulement la gloire d'avoir servi le régime, mais des facilités en nature. Par exemple, de plus grands appartements. Enfin, les chaînes de commandement en Corée du Nord sont désormais bien plus courtes. On m'a dit, dans les campagnes, qu'il fallait auparavant trouver un consensus de tout le village, c'est-à-dire environ 250 personnes, pour, par exemple, acheter une machine agricole. Désormais, deux ou trois personnes seulement décident. Il en va de même dans

le domaine scientifique : la chaîne de commandement est beaucoup plus directe. Elle remonte directement jusqu'à Kim Jong-un sans passer nécessairement par le Parti.

***Olivier Cadic** : La France n'a pas d'ambassade en Corée du Nord. Vous avez parlé de l'Union européenne et de son éventuel rôle de facilitateur. Il y a actuellement un bureau de la délégation de l'Union européenne en Corée du Nord. L'Allemagne, ainsi que de nombreux autres pays, y ont une ambassade. La France devrait-elle aussi en ouvrir une ?*

Juliette Morillot : La France n'a en effet pas d'ambassade en Corée du Nord. Nous y avons néanmoins un représentant. Des liens réguliers et officieux existent. La Corée du Nord apprécie et tient un langage en général plus aimable en ce qui concerne la France, si l'on compare avec les États-Unis. Mais M. Le Drian a été récemment vilipendé pour avoir dit que les missiles balistiques de la Corée du Nord pourraient menacer la France. La Corée du Nord n'a en effet aucune envie de menacer la France.

La référence à de Gaulle n'est pas rare, chez les Coréens du Nord : les diplomates sont capables de vous citer en coréen toutes les allocutions du général au sujet de l'indépendance de la France. Notamment celle de 1965 sur l'indépendance et l'arme nucléaire. Par conséquent, les Nord-coréens trouvent anormal que la France se permette de leur faire la morale alors qu'ils

font exactement pour leur propre compte ce qu'a fait le général de Gaulle. Cette référence à de Gaulle est systématique. On me l'a chantée sur tous les tons lors de mes voyages en Corée.

Quel rôle pourrait jouer la France ? J'ai demandé, à Pyongyang, si un pays comme la France ou un autre pays étranger pouvait jouer un rôle – la Suisse, notamment, étant donné sa neutralité et le fait que Kim Jong-un y a fait une partie de sa scolarité. La réponse a été nette : il est exclu d'avoir le moindre intermédiaire.

La France pourrait néanmoins essayer de faire se rencontrer les parties autour de la table des négociations, en vue, éventuellement, de discuter d'un double moratoire. Le double moratoire est la proposition défendue par la Chine ou la Russie : ralentissement, voire arrêt, du programme balistique et nucléaire nord-coréen en échange d'une cessation ou d'une diminution des manœuvres militaires conjointes au sud de la péninsule entre la Corée du Sud et les États-Unis.

Essayer de faire se mettre à la table les différentes parties est peut-être ce que la France peut faire de mieux. Jouer la carte chinoise, en revanche, ne m'apparaît pas très prometteur. En effet, les Chinois sont en fait assez embarrassés par la Corée du Nord : ils veulent devenir une grande puissance stabilisatrice, et doivent gérer leur petit voisin qui joue le rôle de trublion sur la scène internationale. Les Chinois votent systématiquement les sanctions, mais sur le terrain ils ne les appliquent

pas vraiment. Ils ne veulent notamment pas couper le robinet énergétique et se retrouver à nouveau avec un afflux de Nord-coréens à leur frontière. Et la présence d'un État tampon sur leurs frontières, qui leur permet d'éviter la présence de troupes américaines à leurs portes arrange bien les Chinois.

On ne parle pas suffisamment, en revanche, du rôle que pourrait jouer la Russie. J'ai eu l'occasion de discuter à Pyongyang avec un certain nombre de diplomates, et on m'a fait sentir que le seul qui avait véritablement compris les choses était Poutine. On m'a souvent répété sa phrase sur le fait que les Coréens du Nord mangeraient de l'herbe plutôt que de dénucléariser. La France a peut-être plus intérêt à jouer la carte russe que celle de Pékin. En tout cas, c'est ce qu'on m'a fait sentir en filigrane – parce qu'avec les Nord-coréens, c'est véritablement en filigrane. Quand on voit les derniers contacts qui ont eu lieu il y a juste quelques jours entre la Russie et Pyongyang, il semble bien qu'il y ait, peut-être, une ouverture de ce côté-là. Une diplomatie qui passerait momentanément par Moscou pourrait éventuellement débloquer un peu la situation.

***Jean-Luc Domenach** : L'une des raisons pour lesquelles la Chine n'intervient pas tient à la situation des provinces du nord-est. Ce sont des provinces industrielles, dont l'activité repose sur le charbon, la grosse industrie, et qui sont menacées par les mutations actuelles. Elles sont dirigées par des gens qui ne sont pas vraiment du côté des dirigeants de Pékin. Ma question*

porte sur les contacts entre l'armée chinoise et l'armée coréenne : quand je vivais à Pékin, mes connaissances, tel colonel, tel général, nous disaient qu'ils allaient fêter ce soir l'anniversaire de l'intervention en Corée, qu'ils avaient des camarades de l'autre côté de la frontière. Est-ce encore le cas, ce type de contacts existent-ils encore entre le personnel militaire des deux pays ?

Juliette Morillot : Ce que vous dites sur les provinces du nord de la Chine, l'espèce de double jeu qu'elles peuvent avoir vis-à-vis de Pékin montre également comment la Corée du Nord, depuis des années, arrive à jouer de façon habile des contradictions de la Chine et, plus généralement, de la communauté internationale.

Une Corée du Nord réunifiée, en effet, n'intéresse pas grand monde. Les Coréens du Sud estiment que ça coûterait extrêmement cher. La jeune génération ne s'y intéresse pas – j'ai encore eu hier un ami au téléphone qui m'a dit que, franchement, il n'en avait rien à faire. Il y a la question des familles séparées, l'idéal, toujours, d'une Corée réunifiée, mais, dans les faits, les Coréens du Sud voient surtout le poids que cela représenterait. Le Japon, lui, n'a pas envie que se constitue un bloc qui lui serait hostile – les sentiments anti-nippons, les souvenirs de la Seconde Guerre mondiale, sont encore très présents dans la région. Les États-Unis, face à la montée de la puissance chinoise, ne sont pas contre une Corée du Nord diabolisée, dans son coin, pour peu qu'elle se tienne au calme. En ce qui concerne l'armée chinoise, enfin, pour répondre plus précisément à votre

question, la Corée du Nord n'entretient officiellement aucun lien avec elle. Mais vous avez toutefois des relations régulières de terrain et de confiance qui perdurent entre les deux armées.

Géraldine Lemblé : *Je souhaiterais revenir sur les donju, ces nouveaux riches dont vous avez parlé. En quoi consiste cette classe économique ? Quelle est la part du secteur privé aujourd'hui en Corée du Nord ? Est-il limité au commerce ? Des industries se développent-elles qui ne relèvent pas de la Défense ?*

Juliette Morillot : Cette nouvelle classe sociale est née au lendemain de la chute du bloc de l'Est et de la grande famine des années 1990, appelée en Corée la Marche ardue. Comme je l'ai dit, des femmes ont pris en main une sorte d'économie grise en allant chercher en Chine de la nourriture ou des médicaments pour les rapporter en Corée du Nord. Elles ont ainsi créé les *jangmadang*, de petits marchés à travers le pays, des marchés itinérants, et apporté, outre l'argent, du commerce et de la nourriture, des informations sur le monde extérieur, puisqu'elles faisaient des aller-retours réguliers en Chine. Elles ont aussi développé des techniques de change. Aujourd'hui, les achats sur ces marchés se font en yuans, en euros, en dollars, et un petit peu en wons. Les privilégiés du régime ne sont pas les seuls concernés. Je suis ainsi tombée en pleine campagne sur une vendeuse de kiwis sauvages qui m'a donné le prix de la barquette en euros. Je lui ai acheté ses fruits en euros et en dollars, et elle m'a rendu la

monnaie en yuans et en wons avec un chewing-gum pour faire l'appoint. Où que l'on soit en Corée du Nord, même dans les campagnes, on peut payer dans toutes les monnaies. Le won, par ailleurs, contrairement à une idée reçue, est autorisé aux étrangers. Mais les Nord-coréens préfèrent avoir des dollars ou des yuans et ils sont tous capables de calculer très vite n'importe quel prix dans les trois monnaies.

Cette nouvelle économie s'est développée dans les années 2000. On peut croiser des commerçants nord-coréens dans les avions entre la Corée du Nord et la Thaïlande, la Malaisie, la Birmanie, tous les pays d'Asie du Sud-est. Ils font du commerce officiel, ou illicite, ou il peut s'agir encore d'équipes artistiques travaillant à l'édification de musées...

Les magasins de Corée du Nord sont aujourd'hui bien fournis. Même si ce n'est pas l'abondance que vous auriez à Shanghai ou Pékin. Par rapport à il y a deux ans, j'ai pu constater, lors de mon dernier voyage, que des produits nord-coréens avaient remplacé les gâteaux, les shampoings, les objets du quotidien en provenance de Malaisie, du Japon ou de Chine. Il en va de même pour les produits de beauté : j'ai rencontré un directeur d'usine qui m'a dit qu'il avait visité les laboratoires Chanel en France. La Corée du Nord développe ainsi sa production locale, dans la droite ligne du *byongjin* dont il a été question tout à l'heure. Le secteur des biens de consommation courante se développe : nourriture, vêtement, etc., mais aussi celui des infrastructures et de

l'industrie. La Corée du Nord a désormais sa rame de métro, ses marques de voiture, ses vélos, ses tracteurs, à la place des anciens véhicules russes, voire soviétiques, ou encore ses panneaux solaires.

Il y a vraiment un changement sous l'impulsion de Kim Jong-un. Un exemple permet de montrer à quel point les mentalités évoluent. Je suis allée dîner derrière la gare de Pyongyang. Là, vous avez un quartier de marchés et de restaurants tout à fait semblable à ce qu'on peut trouver partout en Asie, du type de Namdaemun à Séoul, avec devant chaque restaurant des rabatteuses qui essaient de faire entrer le chaland. À la fin de mon repas, la patronne du restaurant est venue m'apporter un questionnaire de satisfaction pareil à ceux que l'on retrouve aux quatre coins du globe : qualité de la nourriture, accueil du client, propreté, etc. Je lui ai demandé comment elle avait monté son restaurant. Elle m'a expliqué qu'elle avait pu acheter un pas de porte parce que son mari était un de ces fameux « esclaves d'État » qui travaillent par exemple au Qatar et qui sont visés par les sanctions. Incontestablement, leur travail est extrêmement dur – ceci dit, celui des Népalais sur les chantiers du Qatar n'est pas plus amusant. Ces postes sont néanmoins extrêmement convoités : même si l'État nord-coréen préempte l'essentiel du salaire, puisque normalement il fournit tout, il y a un reste, qui, au bout de trois années de travail à l'étranger permet non pas d'acheter, au sens propre, mais d'obtenir de l'État un pas de porte pour ouvrir un petit restaurant par exemple, après examen du dossier. Ensuite, l'exploitant a toute latitude pour

embaucher qui il veut, et faire ses achats, en négociant les prix, sur les marchés nord-coréens, voire en direct auprès des fermes coopératives. Il faut bien sûr payer une sorte de patente mensuelle à l'État. Un système équivalent existe pour les chauffeurs de taxi. Cette « libéralisation » est sensible aussi dans le secteur du bâtiment.

J'ai demandé ce qui se passait si je notais mal la serveuse. On m'a répondu, comme partout ailleurs, que si elle est mauvaise, elle sera renvoyée et qu'elle peut se réinscrire dans une sorte d'« agence d'intérim ». Vous en avez de deux sortes : les petites agences pseudo-privées tenues par ces fameux *donju*, ou une sorte de « Pôle emploi » local détenu par l'État. Le restaurateur, de son côté, peut s'adresser à ces endroits pour trouver une serveuse.

L'idée de « travailler plus pour gagner plus » fait ainsi son chemin en Corée du Nord. Les chauffeurs de taxi, une fois qu'ils ont obtenu leur permis, payé leur essence et acheté leur voiture, peuvent faire autant de courses qu'ils le souhaitent. Ils peuvent travailler autant qu'ils veulent, et l'argent qu'ils gagnent va directement dans leur poche et leur permet d'acheter des choses, voire de les réinvestir dans une petite société. Ce réseau d'économie informelle est toléré par le régime. Il peut même être valorisé : le nouveau quartier de Pyongyang, avec les tours roses et vertes dont je parlais dans mon intervention, qu'on voit maintenant systématiquement sur les photos, a été construit avec l'argent des *donju*. Cette nouvelle classe sociale s'y installe, ainsi que les

ingénieurs qui travaillent de leur côté à l'effort nucléaire du pays. Autrement dit, ces tours sont l'incarnation parfaite du *byongjin*.

Retrouvez l'intégralité du débat en vidéo sur
www.institutdiderot.fr

Les publications de l'Institut Diderot

Dans la même collection

- L'avenir de l'automobile - Louis Schweitzer
- L'avenir de l'automobile - Louis Schweitzer
- Les nanotechnologies & l'avenir de l'homme - Etienne Klein
- L'avenir de la croissance - Bernard Stiegler
- L'avenir de la régénération cérébrale - Alain Prochiantz
- L'avenir de l'Europe - Franck Debié
- L'avenir de la cybersécurité - Nicolas Arpagian
- L'avenir de la population française - François Héran
- L'avenir de la cancérologie - François Goldwasser
- L'avenir de la prédiction - Henri Atlan
- L'avenir de l'aménagement des territoires - Jérôme Monod
- L'avenir de la démocratie - Dominique Schnapper
- L'avenir du capitalisme - Bernard Maris
- L'avenir de la dépendance - Florence Lustman
- L'avenir de l'alimentation - Marion Guillou
- L'avenir des humanités - Jean-François Pradeau
- L'avenir des villes - Thierry Paquot
- L'avenir du droit international - Monique Chemillier-Gendreau
- L'avenir de la famille - Boris Cyrulnik
- L'avenir du populisme - Dominique Reynié
- L'avenir de la puissance chinoise - Jean-Luc Domenach
- L'avenir de l'économie sociale - Jean-Claude Seys
- L'avenir de la vie privée dans la société numérique - Alex Türk
- L'avenir de l'hôpital public - Bernard Granger
- L'avenir de la guerre - Henri Bentegeat & Rony Brauman
- L'avenir de la politique industrielle française - Louis Gallois
- L'avenir de la politique énergétique française - Pierre Papon
- L'avenir du pétrole - Claude Mandil
- L'avenir de l'euro et de la BCE - Henri Guaino & Denis Kessler
- L'avenir de la propriété intellectuelle - Denis Olivennes
- L'avenir du travail - Dominique Méda
- L'avenir de l'anti-science - Alexandre Moatti
- L'avenir du logement - Olivier Mitterand
- L'avenir de la mondialisation - Jean-Pierre Chevènement

-
- L'avenir de la lutte contre la pauvreté - François Chérèque
 - L'avenir du climat - Jean Jouzel
 - L'avenir de la nouvelle Russie - Alexandre Adler
 - L'avenir de la politique - Alain Juppé
 - L'avenir des Big-Data - Kenneth Cukier & Dominique Leglu
 - L'avenir de l'organisation des Entreprises - Guillaume Poitrinal
 - L'avenir de l'enseignement du fait religieux dans l'École laïque - Régis Debray
 - L'avenir des inégalités - Hervé Le Bras
 - L'avenir de la diplomatie - Pierre Grosser
 - L'avenir des relations Franco-Russes - S.E Alexandre Orlov
 - L'avenir du Parlement - François Cornut-Gentille
 - L'avenir du terrorisme - Alain Bauer
 - L'avenir du politiquement correct - André Comte-Sponville & Dominique Lecourt
 - L'avenir de la zone euro - Michel Aglietta & Jacques Sapir
 - L'avenir du conflit entre chiite et sunnites - Anne-Clémentine Larroque
 - L'Iran et son avenir - S.E Ali Ahani
 - L'avenir de l'enseignement - François-Xavier Bellamy
 - L'avenir du travail à l'âge du numérique - Bruno Mettling
 - L'avenir de la géopolitique - Hubert Védrine
 - L'avenir des armées françaises - Vincent Desportes
 - L'avenir de la paix - Dominique de Villepin
 - L'avenir des relations franco-chinoises - S.E. Zhai Jun
 - Le défi de l'islam de France - Jean-Pierre Chevènement
 - L'avenir de l'humanitaire - Olivier Berthe - Rony Brauman - Xavier Emmanuelli
 - L'avenir de la crise du Golfe entre le Qatar et ses voisins - Georges Malbrunot

Les Notes de l'Institut Diderot

- L'euthanasie, à travers le cas de Vincent Humbert - Emmanuel Halais
- Le futur de la procréation - Pascal Nouvel
- La République à l'épreuve du communautarisme - Eric Keslassy
- Proposition pour la Chine - Pierre-Louis Ménard
- L'habitat en utopie - Thierry Paquot
- Une Assemblée nationale plus représentative - Eric Keslassy
- Où va l'Égypte ? - Ismaïl Serageldin
- Sur le service civique - Jean-Pierre Gualazzi
- La recherche en France et en Allemagne - Michèle Vallenthini
- Le fanatisme - Texte d'Alexandre Deleyre présenté par Dominique Lecourt
- De l'antisémitisme en France - Eric Keslassy
- Je suis Charlie. Un an après... - Patrick Autréaux
- Attachement, trauma et résilience - Boris Cyrulnik
- La droite est-elle prête pour 2017 ? - Alexis Feertchak

-
- Réinventer le travail sans l'emploi - Ariel Kyrou
 - Crise de l'École française - Jean-Hugues Barthélémy
 - À propos du revenu universel - Alexis Feertchak & Gaspard Koenig
 - Une Assemblée nationale plus représentative - *Mandature 2017-2022* - Eric Keslassy
 - L'avenir de notre modèle social français - Jacky Bontems & Aude de Castet
 - Handicap et République - Pierre Gallix
 - Réflexions sur la recherche française... - Raymond Piccoli

Les Dîners de l'Institut Diderot

- La Prospective, de demain à aujourd'hui - Nathalie Kosciusko-Morizet
- Politique de santé : répondre aux défis de demain - Claude Evin
- La réforme de la santé aux États-Unis : quels enseignements pour l'assurance maladie française ? - Victor Rodwin
- La question du médicament - Philippe Even
- La décision en droit de santé - Didier Truchet
- Le corps ce grand oublié de la parité - Claudine Junien
- Des guerres à venir ? - Philippe Fabry
- Les traitements de la maladie de Parkinson - Alim-Louis Benabib
- Réflexions sur la recherche française... - Raymond Piccoli

Les Entretiens de l'Institut Diderot

- L'avenir du progrès (actes des Entretiens 2011)
- Les 18-24 ans et l'avenir de la politique

L'avenir de la Corée du Nord

Nous venons brutalement de prendre conscience de notre méconnaissance profonde de la Corée du Nord. Notre ignorance s'étend à l'ensemble de la péninsule coréenne sous diverses formes.

Juliette Morillot et Antoine Bondaz nous invitent à tenir compte des aléas d'une histoire tourmentée.

Juliette Morillot montre comment, se sentant constamment menacés, aucun des deux États n'a réellement été maître de son histoire. Antoine Bondaz de son côté souligne les progrès technologiques importants et notamment militaires qu'a connus la Corée du Nord depuis qu'elle s'est militarisée. Nous n'en finissons pas d'en découvrir les conséquences politiques.

Aujourd'hui, à l'ère de la « diplomatie Trump » la perspective d'une paix partagée n'apparaît plus inconcevable.

Dominique Lecourt
Directeur général de l'Institut Diderot



Juliette Morillot

Coréanologue, a été professeur à l'université nationale de Séoul et directrice de séminaire sur les relations intercoréennes à l'École

de guerre de Paris, co-auteure, avec Dorian Malović, de « La Corée du Nord en 100 questions » (Éditions Tallandier) et « Le monde selon Kim Jong-un » (Éditions Robert Laffont)



Antoine Bondaz,

Chargé de recherche à la Fondation pour la Recherche stratégique (FRS) et enseignant à Sciences Po Paris, lauréat de l'Institut des Hautes

Études de la Défense Nationale, co-auteur, avec Benjamin Decoin, de « La Corée du Nord, plongée au cœur d'un État totalitaire » (Éditions du Chêne).

La présente publication ne peut être vendue


INSTITUT
DIDEROT

ISBN 979-10-93704-48-7



979 1093704487

ISSN 2496-4948 (en ligne)

ISSN-L 2272-835X (imprimé)

FONDS DE DOTATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE SOCIALE REGI PAR LA LOI N°2008-776 DU 4 AOUT 2008 - SIRET N° 513 746 651 00019
86-90, rue Saint-Lazare 75009 Paris / T. +33 (0)1 55 50 65 60 / contact@institutdiderot.fr / www.institutdiderot.fr